

SOMMAIRE

Page 1

Sur la bonne pente.
Armada : l'envie de Rouen.

Page 2

La lutte contre la pauvreté.
Nul n'est censé ignorer l'Eure.

Page 3

L'après-Martin se prépare.
Les investissements.

Page 4

La Normandie fait son cinéma.
Bureaux, commerces et stockages.

Armada : l'envie de Rouen.

En dépit du mauvais temps, la 7^e Armada a été un succès : beaucoup de navires, beaucoup de visiteurs et beaucoup d'animations. Mais là n'est pas le plus important.

- Le plus important, c'est l'énergie communicative générée par l'événement : sourires contagieux, plaisir d'être ensemble, fierté collective, goût des autres et curiosité.
- Pendant 10 jours, Rouen a été une ville accueillante, dynamique, ouverte, multicolore et bienveillante. L'Armada est un générateur de "positive attitude", appelons ça "l'envie de Rouen".

Le cœur battant !

Pendant longtemps, à la mairie, Patrick Herr a été un proche de Jean Lecanuet. Il a aussi été conseiller général puis député pendant 10 ans.

- Mais ce n'est pas ça qu'on retiendra de lui. On retiendra qu'il a créé l'Armada, il y a 30 ans, qu'il en a piloté toutes les éditions avec succès jusqu'à aujourd'hui et qu'il est - de ce fait - l'un "des grands cœurs battants" de Rouen.

À 74 ans, Patrick Herr a décidé de passer la main ; Jean-Paul Rivière, du Groupe Altitude, est pressenti pour lui succéder à la tête de l'Armada, Rouen lui doit beaucoup : l'artiste mérite d'être salué !

Sur la bonne pente...

• La reprise se confirme.

Le "Bilan économique 2018 de la Normandie", publiée par l'INSEE, confirme la reprise déjà décrite par La Banque de France, lors de la présentation des résultats de son enquête sur la situation des entreprises régionales, en février dernier.

- C'est une reprise "en pente douce", rappelle Jean-Louis Reboul, le chef du service "statistiques" de l'INSEE de Rouen, mais les principaux indicateurs sont bien orientés et les prévisions 2019 sont encourageantes, notamment pour l'industrie, les services et la construction.

Mon commentaire : depuis bientôt deux ans, tous les observateurs constatent que la Normandie est sur la bonne pente : satisfaction des représentants de l'État qui y voient un "signal positif", satisfaction d'Hervé Morin qui y voit le résultat de son action économique.

• Quels sont les signaux positifs ?

L'INSEE confirme :

- La progression du chiffre d'affaires dans tous les secteurs d'activité.
- Une hausse modérée de l'emploi salarié avec un gain de 3 000 postes. Notons que le secteur industriel embauche à nouveau : c'est une rupture importante après des années de diminution ou de stagnation.
- Un niveau d'investissement qui ralentit, mais reste robuste.
- La baisse du chômage pour la troisième année consécutive. Fin 2018, le taux s'établissait à 8,4%, du jamais vu depuis 10 ans.
- Un record de créations d'entreprises portées par le micro-entrepreneuriat et l'entreprise individuelle : plus 22 000 ! Dans le même temps, les défaillances ont été moins nombreuses ; ça fait maintenant trois ans que ça dure.
- Un seul gros point noir, le déficit du commerce extérieur qui a dépassé les 9 Md€ en 2018, en raison de la remontée du prix du pétrole, premier poste d'importation de la région.

À savoir : l'INSEE est très prudent sur la situation de l'agriculture. D'un côté, les rendements ont baissé à cause des aléas climatiques, de l'autre certains prix sont repartis à la hausse (céréales, pommes de terre...), d'autres indicateurs sont contrastés, il en résulte une certaine illisibilité.

• Des disparités régionales subsistent...

Tous les territoires normands profitent-ils de cette amélioration ? Réponse de Jean-Louis Reboul qui observe la situation avec grande attention.

- JLR : "Non, dans la Manche et le Calvados, les augmentations d'emplois sont nettement supérieures à la moyenne régionale et même, en ce qui concerne la Manche, à la moyenne nationale. C'est d'ailleurs dans ce département que le taux de chômage est le plus bas (6,6 %). La Seine-Maritime et l'Eure sont dans une situation de stabilité de l'emploi. Les taux de

J. Bruneau, un mois d'avance.

Finalement les dégradations provoquées par les manifestations des gilets jaunes n'auront pas retardé le chantier. Avec un mois d'avance sur le calendrier, Joël Bruneau inaugurerà le tramway de la Communauté urbaine de Caen, le samedi 27 juillet.

- Le nouveau tramway permettra aux usagers de rejoindre la Presqu'île de Caen et les grands équipements de Caen-la-Mer. L'extension vers Fleury-sur-Orne permettra quant à elle une nouvelle ouverture vers le sud ainsi que la desserte du Collège Stephen Hawking.

- À noter : un tramway toutes les 10 mn sur chaque branche, et toutes les 3 mn 20 sur le tronc commun, dans l'hypercentre de Caen.

Commentaire : le chantier s'est bien déroulé, Joël Bruno pourra mettre cette réussite à son actif pour les prochaines municipales.

Nul n'est censé ignorer l'Eure.

À Paris, Sébastien Lecornu ne rate pas une occasion de mettre en avant son département. Résultat, l'Eure est devenu un territoire de référence au gouvernement ; ça a commencé avec l'ouverture du "Grand débat national" à Bourgheroulde, ça continue de diverses façons aujourd'hui.

- Par exemple, dans le cadre de la préparation du projet de loi visant à conforter le rôle des maires et à faciliter l'exercice de leur mandat, le ministre des Collectivités vient d'écrire à tous les maires de l'Eure pour recueillir leurs propositions.

- Au même moment, son ami Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics, a pris contact avec Marie-Laurence Bussière, présidente de l'association des maires du 27 pour lancer la concertation sur l'implantation des services locaux des finances publiques dans l'Eure. "Dans votre département, lui dit le ministre, cela se traduira par une présence de la DGFIP dans 34 communes, soit 13 de plus qu'actuellement, dont 6 de plus parmi les communes de moins de 3 500 habitants."

- Pendant ce temps-là, le préfet Couderc communique sur la baisse du chômage : - 3,2% sur un an.

Mon commentaire : nul n'est censé ignorer l'Eure.

chômage y restent cependant élevés, même s'ils sont en baisse. En Seine-Maritime, il passe ainsi en deçà de la barre des 10 %. Enfin, l'Orne est le seul département normand qui perd des emplois, et cette décroissance touche l'ensemble des secteurs d'activité..."

Lutte contre la pauvreté

Les 5 départements normands signent avec l'État.

Le 5 décembre dernier, la préfète Fabienne Buccio avait préparé le terrain en accueillant, à Rouen, Olivier Noblecourt, le délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté. À l'époque, le délégué avait rappelé le rôle central des Départements, partenaires naturels de l'État, dont les responsabilités sont grandes en matière de solidarité.

- 6 mois après, les 5 Départements normands, réunis en G.5 à Rouen, viennent de s'engager en signant avec l'Etat, "le protocole de préfiguration des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi". À cette échelle-là, c'est une première en France, deux membres du gouvernement ont tenu à être présents pour saluer l'événement : Sébastien Lecornu (ce n'est pas étonnant, il est toujours très présent) et Christelle Dubos, secrétaire d'État aux solidarités.

Commentaire : l'ambition n'est pas seulement de traiter les situations de pauvreté, mais plus encore, de les prévenir en focalisant l'action sur les jeunes et les enfants tout en aidant les plus vulnérables à accéder aux compétences et, on l'espère, à l'emploi.

• Quatre grands objectifs sont inscrits au protocole :

- Garantir un meilleur accès des bénéficiaires des minimas sociaux à l'insertion sociale et professionnelle.
- Prévenir "toute sortie sèche" des jeunes de l'aide sociale à l'enfance.
- Mieux valoriser et accompagner l'évolution du travail social au service de toutes les familles.
- Renforcer les droits essentiels de tous les enfants et accompagner leurs parents ou responsables légaux.

En Normandie, les chiffres de la pauvreté sont difficiles à trouver. Mais on estime que 480 000 habitants sont touchés, soit 14,55% de la population, la région est 7^e en France. Les seniors pauvres sont 79 000, surtout dans les zones rurales avec, en moyenne, moins de 990 € par mois. Avec l'Orne, la Seine-Maritime est l'un des deux départements les plus touchés, 187 000

Et pendant ce temps-là...

• Plate-forme "export" : 5 ministres à Rouen.

Edouard Philippe, Jean-Yves Le Drian, Sébastien Lecornu, Jean-Baptiste Lemoyne et Agnès Pannier-Runacher seront auprès d'Hervé Morin, ce lundi 17 juin à Rouen, pour lancer la plateforme numérique regroupant, région par région, les offres d'accompagnement et de financements à l'export, avec les chambres de commerce et d'industrie, Business France et les Régions.

Cette plate-forme était l'un des volets importants de la réforme du dispositif de soutien au commerce extérieur annoncé par Edouard Philippe en février 2018.

• Recherche : la Région appelle l'ANR.

Comme il l'avait annoncé en mars dernier, Hervé Morin vient de signer un accord de partenariat avec l'Agence nationale de la recherche (ANR) pour auditer et restructurer la recherche régionale qui manque, à ses yeux, d'ambition et de visibilité.

Rappelons ce qu'il disait à l'époque : "j'ai besoin de l'expertise de Thierry Darnavel (NDLR - c'est le président de l'ANR), nous ne sommes pas suffisamment ouverts à l'international, ni suffisamment spécialisés (on fait de tout à 360°), la COMUE n'est pas efficace et, là où on est bon, on devrait recruter des stars pour exister". Tous les détails de l'accord la semaine prochaine.

Emmanuel Maquet.

Le député LR de la Somme, Emmanuel Maquet, qui s'est toujours opposé à la réalisation du parc éolien du Tréport, a changé de stratégie depuis que les arrêtés d'autorisation ont été signés en février dernier.

- Membre de la commission d'enquête parlementaire sur les énergies renouvelables, il pense désormais que l'utilisation d'éoliennes flottantes est une alternative positive à étudier pour Le Tréport. Plusieurs avantages selon lui : pas d'emprise sur les fonds marins, un positionnement plus éloigné des côtes, une moindre gêne pour les pêcheurs.
- Dans cette perspective, il demande que le projet soit totalement redessiné et qu'un nouvel appel d'offres, "flottant" cette fois-ci, soit lancé.

Mon commentaire : le 14 mai, il en a parlé à Jean-Louis Bal, le président du syndicat des énergies renouvelables ; à l'évidence, Emmanuel Maquet cherche à gagner du temps.

Nicolas Occis.

Ancien directeur général du Port de Rouen, Nicolas Occis vient de rejoindre Jean-Louis Louvel en qualité de CAO du groupe PGS (Chief Administration Officer).

David Margueritte.

Vice-président "formation" de la Région, David Margueritte vient de signer un accord de partenariat avec les branches professionnelles du BTP : FFB, FTPN et CAPEB.

- Objectif : construire une offre de formation mieux adaptée aux besoins des entreprises du secteur.

Rappel : avec 84 270 emplois, 8 058 intérimaires et 8 337 jeunes en formation, le BTP est l'un des gros employeurs de la Normandie.

Attali, Gastinne, Hidalgo.

Pour la 8^e édition du LH Forum (les 26, 27 et 28 septembre au Havre), Jacques Attali, Jean-Baptiste Gastinne et Anne Hidalgo viennent de lancer un appel à candidatures visant à récompenser les villes les plus positives.

- De l'environnement à l'alimentation, 6 thématiques "Positive economy" seront mises à l'honneur.

Remise des prix, le 28 septembre.

Seinomarins vivent dans la précarité.

À noter : en signant le protocole, l'État apporte (pour 2019) un soutien supplémentaire de 2,8 M€ aux 5 départements normands. Ce montant qui inclut la dotation du fonds d'appui aux politiques d'insertion (FAP) devrait progresser au cours des années suivantes. Il faut le souhaiter. Car 2,8 M€ est un montant modeste au regard de la situation. Au CD.76, Pascal Martin considère que cet accord est un progrès puisqu'il "va mettre en ligne" tous les autres acteurs concernés : les CAF, les CCAS, les UDAF, les communes, les métropoles.

En marche vers le sénat

L'après-Martin se prépare en Seine-Maritime.

Sénateur LR de Seine-Maritime depuis plus de 23 ans, Charles Revet va prochainement annoncer sa décision de démissionner du Sénat, le 30 septembre prochain, un an avant l'échéance de son mandat.

- C'est Pascal Martin, l'actuel président du Département de la Seine-Maritime qui va le remplacer. Il rejoindra le Palais du Luxembourg le 1^{er} octobre, une trajectoire normale, il a toujours dit son intérêt pour la "haute assemblée".

À noter : Pascal Martin restera conseiller départemental.

• Qui va lui succéder au Département ?

La réponse n'est pas évidente ; sa courte majorité n'a pas le droit à l'erreur. Concrètement, elle doit trouver un candidat de consensus :

- Capable de rassembler ses 36 voix : aucune ne doit manquer !
- Ayant suffisamment d'expérience pour faire le job : la gestion d'une telle collectivité n'est pas une mince affaire !
- Avec une bonne connaissance du terrain et l'envie "d'y aller" pour défendre l'institution et préparer les élections de 2021.

Ajoutons que ledit candidat aurait tout intérêt à mettre "ses pas dans les pas" de Pascal Martin pour agir en bonne intelligence avec l'État : contacts réguliers avec Édouard Philippe et Sébastien Lecornu, ça peut toujours aider.

Mon commentaire : aujourd'hui, 4 candidats se sont manifestés ; l'un d'eux va être choisi par la majorité ; son nom sera connu fin juin ; l'intéressé sera alors sur la rampe de lancement.

• Qui sont les quatre ?

- Michel Lejeune, 73 ans, maire de Forges-les-Eaux, ancien député UMP. Question : a-t-il suffisamment d'allant pour conduire la bataille de 2021 ?

Et pendant ce temps-là...

• Vol-V Biomasse : la centrale du Neubourg (27).

Bien connue en Normandie où elle possède une agence près de Rouen (Chef de projet : Vincent Brotons), la société Vol-V Biomasse a inauguré le 13 juin sa centrale biogaz du Neubourg.

- Il s'agit du 1^{er} site de méthanisation en voie sèche continue de Normandie. Construite en 2017, cette centrale valorise, chaque année, 22 000 t de matières organiques pour produire du digestat et de l'électricité avec le biogaz.

Rappelons que Vol-V biomasse a été rachetée par ENGIE en février dernier. Voilà ce que disait, à l'époque, Isabelle Kocher, la directrice générale du groupe : "le biométhane est une des briques essentielles du futur mix énergétique français. Il s'agit d'une filière créatrice de valeur et d'emplois en France."

• Énergie, handicap : Legendre est choisi au Havre.

Déjà très présent en Normandie, le groupe rennais Legendre (construction, immobilier, énergie) vient de remporter, en partenariat avec la CRAM, l'appel d'offres lancé par le groupement "Ville du Havre, Le Havre Seine Métropole, Ville d'Octeville" pour des travaux d'amélioration énergétique et d'accessibilité handicapés sur certains bâtiments publics de l'agglomération.

Montant : 6 M€ - durée des travaux : de 2019 à fin 2022.

La signature de l'ESIGELEC

Grâce à l'IRSEEM, son laboratoire de recherche en systèmes électroniques embarqués, l'ESIGELEC veut devenir l'une des grandes écoles d'ingénieurs de référence pour le développement des véhicules autonomes.

- Dès l'origine, elle a participé au projet "Rouen Normandy Autonomus Lab" qui regroupe la Métropole, Transdev, Renault et la Matmut, avec le soutien de la Région et de la Banque des Territoires.
- Depuis l'an dernier, sur le Campus du Madrillet, plus de 3 000 km ont déjà été parcourus par les quatre voitures autonomes (des ZOÉ Renault) sur les deux premières boucles courtes du projet.
- L'objectif est maintenant d'augmenter la vitesse de circulation, de 9 km à 25 ou 30 km/h, ce qui est envisageable en juillet prochain, explique Xavier Savatier, l'un des patrons de l'IRSEEM,

Rappel : la plate-forme Autonomus Lab est l'une des expérimentations du programme national EVRA (Véhicules Routiers Autonomes), l'ESIGELEC fait de son engagement la signature de son excellence.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

- Patrick Chauvet, 61 ans, maire de Buchy, 2^e VP du CD. Même s'il préside le syndicat départemental d'électricité, son image reste très liée à son action locale à Buchy. Saura-t-il l'élargir ?
- André Gautier, 54 ans, conseiller municipal d'opposition à Dieppe, 4^e VP du CD, président du SDIS. Son appartenance marquée à LR peut être un handicap dans une assemblée toujours gouvernée au centre, surtout après les Européennes.
- Bertrand Bellanger, 59 ans, président de SEDIBEX, adjoint au maire de Mont-Saint-Aignan, 10^e VP du CD. Représentant d'une droite humaniste, l'esprit indépendant, il a toujours refusé de s'enfermer dans des logiques strictement partisans. Résultat, on le regarde souvent comme un électron libre.

Et alors ? Au jeu des pronostics, La Chronique pense que Bertrand Bellanger est le mieux placé ; il incarne notamment l'ouverture en direction de LREM.

Une précision : le moment venu, l'ancien président Nicolas Rouly sera sûrement candidat pour la gauche socialiste.

Politique culturelle...

La Normandie fait son cinéma...

Positif. Hervé Morin vient de présenter sa politique en faveur du cinéma et de l'audiovisuel. La Région y consacre 5,4 M€ chaque année ; son action est portée par l'agence "Normandie Images" (présidée par Richard Patry) et s'inscrit dans le cadre des conventions signées avec l'État et le CNC.

• La convention 2020/2022.

La nouvelle convention triennale affiche 4 objectifs :

- Développer l'accueil des tournages pour développer l'attractivité régionale.
- Renforcer l'aide à l'écriture pour favoriser l'émergence de nouveaux talents.
- Consolider le modèle économique des sociétés de production.
- Valoriser la mémoire cinématographique et audiovisuelle de la région.

Rappelons que la filière cinéma compte une trentaine de sociétés de production, 180 réalisateurs ou réalisatrices, 320 techniciens ; en 2018, 41 films ont été tournés en Normandie, soit 790 jours de tournage.

Mon commentaire : la Normandie arrive très loin derrière Provence Alpes Côte d'Azur qui totalise plus de 5 000 jours de tournage.

Et pendant ce temps-là...

• Bureaux, commerces et parcs...

Les projets se multiplient le long de l'axe Seine.

- Domicilié à Montrouge (92), le promoteur GEMFI veut construire 1 250 m² de bureaux et 36 000 m² de surface de stockage sur la zone de Criquebef-sur-Seine, l'une des zones d'avenir de la CASE. Une demande de permis de construire a été déposée.

- De son côté, la société Vincente (Franqueville-Saint-Pierre - 76), dirigée par le promoteur Thierry Joimel, a aussi déposé une demande de permis pour la construction d'une surface commerciale de près de 8 000 m² et d'une surface artisanale de 1 000 m² à Saint-Aubin Celloville, sur les plateaux Est de Rouen. Ce secteur, à forte croissance démographique, est l'un des plus dynamiques de la Métropole.

- Une autre demande de permis a aussi été faite par Resotainer Robert Arnal (location, vente, aménagement, maintenance de conteneurs) pour la réalisation de 5 500 m² de surface de stockage à Saint-Jean du Cardonnay (76), dans l'agglomération rouennaise.

- Pendant ce temps-là, Sofrastock international, le prestataire logistique intégré de l'alliance Renault/Nissan, achève la construction d'un nouvel entrepôt à Saint-André de l'Eure (27) dédié aux petites pièces automobiles.